

# Echos de la Représentation de la FAO au Tchad



N°15 Janv-Fev 2013

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

## Edito

### Une bonne production céréalière ne suffit pas à assurer la sécurité alimentaire

**L**a campagne agricole 2012-2013 a connu une bonne pluviométrie, ce qui a entraîné une augmentation des superficies emblavées et des rendements par rapport à la campagne précédente.

Les appuis donnés par le Gouvernement et ses partenaires (notamment la FAO) aux producteurs ont conduit à une bonne récolte dans la plupart des régions, ce qui a augmenté la production céréalière totale du pays. Les inondations au Sud du pays ont cependant négativement impacté la production, fragilisant ces régions pourtant habituellement autosuffisantes. De plus certaines zones de la bande sahélienne restent structurellement déficitaires et malgré les bons résultats de cette année, la production régionale ne suffit pas à couvrir les besoins alimentaires.

La préparation de la nouvelle campagne agricole va démarrer dans quelques semaines. Si la pluie ne peut être contrôlée, des actions de soutien aux producteurs et notamment les plus pauvres doivent être préparées à l'avance afin d'être mises en place au bon moment. soutiens aux plus pauvres en intrants (notamment semences), prestations de services agricoles, conseil agricole renforcé et disponible partout, doivent être dès à présent apprêtées.

Il importe afin de renforcer la sécurité alimentaire du pays, de se concentrer sur l'appui à l'agriculture familiale tout en développant les infrastructures nécessaires à une intensification de la production dans les zones les plus propices. En effet, 80% de la population du Tchad est rurale vit de l'agriculture et de l'élevage qui constituent sa seule source de revenu. Appuyer cette agriculture familiale permet d'augmenter la production individuelle et donc la production globale, en réduisant les risques d'insécurité alimentaire. La diversification des cultures, la petite irrigation, la recherche sur les variétés améliorées, le renforcement du conseil agricole... participent de ce soutien à l'agriculture familiale.

Enfin, il faut se rappeler qu'une année de bonne production céréalière ne suffit pas à assurer la sécurité alimentaire de tous les ménages, surtout des plus pauvres. Les régions déficitaires de la bande sahélienne et particulièrement les ménages les plus vulnérables de ces zones restent très fragiles et nécessitent suivi et assistance. Certaines zones des régions du Sud ont également été fragilisées par des inondations cette année. Les ménages les plus pauvres des zones déficitaires, du fait d'une production qui reste insuffisante (couverture des besoins de 3-4 mois) et du remboursement des dettes, vont devoir se tourner très tôt vers le



Kambour Sia/FAO/Tchad

marché pour la couverture de leurs besoins alimentaires. Les prix sur les marchés restent toutefois élevés alors que les opportunités d'emploi et les sources de revenus n'ont pas augmenté. Après une campagne de bonne pluviométrie comme cela a été le cas l'année dernière, le travail de fond de renforcement des moyens d'existence et de construction de la résilience doit être poursuivi et renforcé.

## Journées bilan du ministère de l'agriculture et de l'irrigation

Comme chaque année, le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation a organisé du 7 au 9 février 2013 à Moundou des journées d'échanges et d'évaluation sur les résultats de la campagne 2012-2013 et la programmation 2013-2014.

Cette rencontre a regroupé les cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation notamment les Inspecteurs, Directeurs Généraux, Directeurs Techniques, Délégués Régionaux, Organismes sous tutelle, Coordonnateurs des projets, Partenaires Techniques et Financiers, représentants des ONG et des producteurs.

Les directions techniques du MAI et les délégations régionales ont mis en relief les activités réalisées au cours de l'année 2012, leurs difficultés et les perspectives 2013. Malgré les efforts consentis, ceux-ci déplorent de faibles capacités en ressources humaines, matérielles et financières notamment un personnel vieillissant, un retard dans la construction des barrages hydro-agricoles et une faible mobilisation budgétaire pour l'exécution des activités dans le respect du calendrier agricole. Les réalisations des différents projets du MAI et de ses partenaires comme du secteur ont été présentés.

Pour ce qui est de la programmation 2013, les délégués qui assurent le suivi et la coordination des activités des services déconcentrés ont exprimé les besoins pour la campagne agricole 2013-2014 en termes de (i) de mise à disposition des producteurs des quantités suffisantes d'engrais, (ii) la poursuite des aménagements des périmètres irrigués et (iii) la poursuite de la subvention de matériels agricoles au profit des producteurs et la disponibilité de tracteurs pour des labours subventionnés.

Ces journées bilan ont fait l'objet de recommandations à l'endroit du MAI pour la mise en oeuvre des résolutions du forum national sur le développement du monde rural et pour mettre en oeuvre la vision du Chef de l'état dans ce domaine. Ainsi, il a été recommandé entre autres l'élaboration d'une loi de programmation de la politique agricole en prenant en compte les axes stratégiques du Forum ; la dotation des services centraux et déconcentrés des moyens humains, matériels et financiers conséquents de leur mission ; l'augmentation du taux d'équipement des producteurs en charrues à traction animale et la promotion des motoculteurs ; la diversification et l'optimisa-



Les participants aux journées bilan

tion de l'utilisation des tracteurs actuellement sur le terrain et la réalisation du recensement général de l'Agriculture (RGA) afin de disposer de statistiques fiables pouvant aider à mieux orienter les actions.

### Reflexion sur la filière semence

Deux jours avant le bilan de la campagne, le Ministère de l'Agriculture et de l'irrigation a organisé toujours à Moundou du 5 au 6 Février 2013 un atelier de réflexion pour la mise en place d'un système national semencier.

L'utilisation de semences améliorées adaptées aux différentes zones agroécologiques du pays est un garant de l'amélioration de la production agro-sylvo-pastorale et indirectement de l'amélioration de la situation alimentaire du pays. Malgré les efforts consentis par le Gouvernement (achat de 3 350 tonnes de semences qui ont été distribués aux producteurs des zones sahéliennes et soudaniennes pour la campagne 2012-2013), les paysans n'ont pas facilement accès à ces semences faute d'un système national de production et de commercialisation viable. Ainsi le MAI a regroupé les cadres du ministère, les organismes sous-tutelle et projets, les partenaires techniques et financiers, la société civile et le secteur privé afin de

faire l'état des lieux de la filière semencière au Tchad, de mettre à jour les conditions pour réorganiser le dispositif actuel, d'identifier les principaux acteurs de la filière et leurs rôles; et enfin de proposer les bases d'un plan de développement du système semencier.

Quatre groupes de travail ont pu débattre des aspects institutionnels et du rôle des acteurs de la filière, de la production, de la commercialisation et des besoins en matière de renforcement de capacités. Plusieurs recommandations ont été faites à l'endroit du MAI, du Bureau National des Semences et des Plants (BNSP) et des partenaires. Les principales recommandations sont entre autres la formulation d'un document de politique semencière au Tchad ; la création en lieu et place du BNSP d'une Agence Nationale de Contrôle et de Certification des semences ; la réorganisation et la relance du système semencier national ; l'élaboration d'un répertoire de l'ensemble des producteurs de semences ainsi que leurs capacités de production et l'implication des structures de vulgarisation dans la diffusion de l'information semencière.

Plus spécifiquement le MAI compte sur l'appui de la FAO pour l'accompagner dans la définition d'une politique semencière et dans la mise en place d'un système national semencier durable.





## Préparation du Plan Quinquennal de Développement de l'Agriculture

**Le forum sur le développement du monde rural tenu à N'Djaména en janvier 2012 a proposé un certain nombre d'actions afin de faire du Tchad un pays émergent et de garantir sa souveraineté alimentaire. Pour ce faire, le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation a décidé de formuler un plan quinquennal du développement de l'agriculture afin de rendre opérationnelles les préoccupations majeures des acteurs exprimées lors dudit forum.**

**L**es préoccupations des acteurs exprimées lors du forum sur le Développement du Monde Rural se déclinent en cinq (5) axes prioritaires pour l'Agriculture que sont : la maîtrise et gestion de l'eau ; l'intensification et diversification des productions agricoles ; le renforcement du dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires ; le renforcement des capacités des services d'appui technique et des organisations des producteurs et l'appui à la promotion des filières porteuses.

La formulation, en cours, du plan quinquennal est basée sur les besoins prioritaires du pays qui sont conformes à la vision des hautes autorités de faire du Tchad un pays émergent doté de sa souveraineté alimentaire. Il facilitera également la transition des actions à court terme en réponse aux crises de plus en plus fréquentes vers des actions à moyen et long terme.

Les différentes composantes du plan qui découleront de ces axes stratégiques seront décrites avec les interventions détaillées par volet. Les modalités d'opérationnalisation et les moyens nécessaires y afférentes seront

également précisés afin de réaliser le développement du monde rural en tenant compte des expériences passées.

Pour sa formulation, il est mis en place une équipe de supervision composée de cadres techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MAI) et de la FAO au Tchad appuyée par deux consultants (1 international et 1 national). L'approche participative adoptée a permis d'impliquer tous les acteurs (publics ou privés) concernés autour des thématiques fondamentales de l'agriculture tchadienne à travers des concertations au niveau des Directions Techniques Centrales, des Institutions et projets sous-tutelles du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (ITRAD, ONDR, SODELAC, ONASA, Point Focal PDDAA, Coordonnateur PNSA, Coordonnateur PAPAT, Coordonnateur de la Cellule d'Information sur la Sécurité Alimentaire (SISA/SAP)), des Organisations des Producteurs (CNCPR), de certains services extérieurs au Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (Direction Générale du Budget, Secrétariat Général du Ministère des Micro crédits, Secrétariat Per-

manent du PAMFIP) et plusieurs réunions de l'équipe de supervision créée dans ce cadre.

Un premier draft du document a été préparé par les 2 consultants pour un examen au cours d'un atelier qui a été organisé à Darda, localité située à 60 Km de N'Djaména. L'objectif principal de cet atelier est de discuter les différentes propositions techniques et financières contenues dans le draft zéro du document du Plan Quinquennal de Développement de l'Agriculture du Tchad préparé par les experts sur la base du document du plan national de développement de l'agriculture du Tchad élaboré par l'équipe de supervision. Le principal résultat attendu est de parvenir à un document consensuel du draft zéro du plan quinquennal avec des programmes/projets d'investissement suffisamment détaillés et susceptibles d'être soumis à un atelier de validation du draft 1 élargi aux Directions Techniques Centrales et Institutions sous-tutelles du MAI.

## Relance du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) du Tchad

**En vue de promouvoir le développement agricole et lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, les pays membres de la CEEAC, dont le Tchad, se sont engagés dans un processus de mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). Ce programme vise l'éradication de la faim et de la pauvreté par l'augmentation des investissements dans l'agriculture.**

En vue de la mise en œuvre du processus devant conduire à l'élaboration et l'exécution du PDDAA dans les pays d'Afrique Centrale, la CEEAC, mandatée par l'Union Africaine, apporte une assistance technique et financière à 8 pays (Gabon, Cameroun, Tchad, Guinée Équatoriale, République du Congo, République Centrafricaine, Sao Tomé et Príncipe et Angola), à travers un financement du Fonds subsidiaire multi-donateur de la Banque Mondiale (FSMD/BM). C'est dans ce cadre qu'un partenariat a été conclu entre la CEEAC et la FAO pour fournir à ces pays l'appui technique nécessaire à la mise en œuvre du processus jusqu'à son terme.

Au Tchad, une mission FAO (SFC, TCI) / CEEAC composée de Mme Odile Angoran, Marc Fantinet, Jean Njoya a séjourné du 10 au 17 Février 2013 à N'Djaména pour assister les consultants nationaux et l'Equipe Pays dans la préparation du document de la

revue du secteur agricole.

Le travail de la mission a consisté à l'organisation d'un atelier au cours duquel le processus d'élaboration du PDDA a été largement expliqué. Des rencontres ont eu lieu avec différentes parties impliquées (administrations, partenaires). Au terme de la mission, le processus a pu être lancé.

A terme, le PDDAA devrait permettre de mesurer les performances du Tchad en termes de croissance, de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de financement du secteur agricole en s'appuyant sur ses quatre (4) piliers qui sont : l'extension des superficies sous les systèmes de gestion durable des terres et des eaux ; l'amélioration de l'accès au marché à travers des infrastructures rurales et des capacités de commercialisation ; l'accroissement de l'offre alimentaire et la diminution de la faim en augmentant la productivité des petits producteurs et en améliorant la ré-

ponse aux situations d'urgence alimentaire et enfin l'amélioration de la recherche agricole, des systèmes de production et l'accroissement des appuis aux producteurs.

Le PDDAA se définit comme un cadre général présentant les principaux axes d'intervention prioritaires pour assurer la croissance agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire en Afrique. La mise en œuvre du processus passe par plusieurs étapes importantes, notamment l'élaboration de la revue du secteur agricole préparant le Pacte, la formulation d'un Programme National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), la revue externe de ce programme par l'Agence de Coordination et de Planification du NEPAD (ACPN) et la tenue d'un business meeting en vue de la mobilisation des ressources nécessaires à son exécution.

## Des données statistiques fiables pour l'Agriculture et l'élevage

**Pour aider le gouvernement à atteindre son objectif de développer le monde rural, la FAO appuie les préparatifs de l'organisation du recensement général de l'Agriculture après l'appui apporté au recensement général de l'élevage en cours.**

**L**e système de collecte, de traitement, d'analyse et de publication des statistiques agricoles existe au Tchad depuis plusieurs décennies. Cependant, force est de reconnaître qu'il n'est pas d'actualité car depuis 1972/1973, date du dernier recensement de l'agriculture qui n'avait d'ailleurs couvert que huit préfectures sur quatorze aucune opération d'investigation statistique de grande envergure n'a été réalisée sur le secteur agricole tchadien. L'importance des données sur les deux secteurs clés de développement rural a amené le gouvernement à lancer avec l'appui de ses partenaires deux recensements dont celui de l'agriculture en cours de préparation tandis que l'opération effective de recensement de l'élevage a déjà commencé.

Les données statistiques de ce secteur, lorsqu'elles existent, ne sont souvent que parcellaires et peu fiables. Cette situation a amené le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MAI) en charge de la politique agricole du pays, à vouloir disposer d'une situation de référence nationale sur le potentiel et la dynamique du secteur, à travers la réalisation d'un Recensement Général de l'Agriculture (RGA).

Le RGA en plus de l'actualisation des données structurelles sur le monde rural, doit permettre l'établissement des référentiels en vue de mesurer la dynamique du monde rural; la fourniture des données de base aux parties prenantes; l'élaboration des instruments de suivi et d'évaluation des projets et programmes; le calage statistique des enquêtes saisonnières et enquêtes ad hoc et la fourniture des fondements aux révisions méthodologiques des futures enquêtes.

Avec l'appui technique et financier de la FAO, le document de projet du Recensement Général de l'Agriculture élaboré en 2006 a abouti à l'organisation d'un recensement pilote en 2007. Malheureusement, le recensement proprement dit n'avait pas suivi cette phase préparatoire. En 2012, cette volonté du Gouvernement a été réaffirmée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation qui a sollicité la FAO pour l'envoi au Tchad d'une mission d'appui technique avec pour objectifs essentiels d'assister le



*La maîtrise des effectifs du cheptel permettra de mieux planifier le développement du secteur de l'élevage*

Gouvernement dans la révision et la réactualisation du document de projet du RGA élaboré en 2006 et dans l'élaboration d'une stratégie et d'un calendrier de mise en œuvre du projet à partir de 2013.

C'est ainsi que la mission de la FAO (ESS-Rome/RAF-Accra) s'est déroulée du 18 au 22 Février 2013 et a produit un document pour la relance du processus de réalisation du RGA à partir de juillet 2013, quelques mois seulement après le lancement officiel du recensement général de l'élevage (RGE).

### Recensement général de l'élevage

La réalisation du RGE a fait l'objet de la mise en œuvre du Projet GCP/CHD/036/EC «Services d'Assistance Technique pour l'Appui à la Réalisation du Recensement Général de l'Elevage», financé par l'Union Européenne et pour lequel deux Consultants internationaux de la FAO (Expert Statisticien et Expert Informaticien) ont effectué en Décembre 2012-Janvier 2013 une mission d'appui à la préparation technique du recensement général de l'élevage.

Cette deuxième mission d'appui de la FAO a eu pour objectif principal la révision et la finalisation de la méthodologie, des documents techniques et la formation des ca-

dres du RGE au niveau national. Plusieurs rencontres avec les autorités du Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales et des réunions techniques avec la coordination du RGE ont été consacrées à la préparation technique et matérielle ainsi qu'au lancement des opérations de pré-recensement.

Ainsi, les rencontres avec les structures nationales ont permis de finaliser les documents méthodologiques, les manuels d'instruction et les questionnaires révisés ainsi que l'échantillon des unités primaires pour le recensement du cheptel sédentaire. Les superviseurs et contrôleurs ont été formés sur l'utilisation de ces documents techniques.

Les travaux des Experts ont également été axés sur l'évaluation de la disponibilité des ressources nécessaires pour le lancement effectif des activités du RGE (moyens financiers, matériels roulants et des autres équipements de bureau). Ils ont permis par ailleurs de définir les actions à entreprendre, la confection des maquettes définitives des manuels d'instructions et des questionnaires, la révision du calendrier d'exécution et la reprogrammation des activités du RGE pour le lancement effectif des opérations de pré-recensement des zones de concentration des troupeaux.





## Des résultats encourageants dans le Sahel Ouest suite à l'appui en semences pour la campagne 2012-2013

*Suite à la mauvaise récolte de l'année 2011 due à une campagne agricole marquée par une mauvaise pluviométrie, la FAO avait obtenu deux financements (ECHO et CERF) qui lui ont permis de mettre à la disposition des ménages les plus vulnérables qui ont perdu leurs récoltes des semences pour relancer leur production pour la campagne 2012-2013.*

**A**u total, 89 059 ménages ont bénéficié d'un appui en semences céréalières à travers des distributions directes de semences ou des foires aux semences (deux foires pilotes ont été organisées à Mao et Bol au profit de 800 ménages).

Les semences distribuées (mil, sorgho, maïs et berbéré) ont permis d'emblaver une superficie totale estimée à 127 596 ha, soit environ 1,4 ha par ménage en moyenne. Dans les régions du Sahel Ouest et du Centre, la moyenne de surface est d'environ 1,15 ha tandis qu'elle est de près de 2 ha dans les régions de l'Est.

La production totale estimée grâce à l'appui en semences de la FAO dans l'ensemble de la bande sahélienne est de 78 329 tonnes de céréales (toutes céréales confondues). Cependant la situation est assez contrastée entre l'Est du Tchad où les rendements et les productions sont très élevés et l'Ouest, le Centre où les conditions de production, moins favorables, ont permis une production plus limitée (mais qui reste largement supérieure à celle de l'année dernière). Les enquêtes menées auprès des ménages dans le Sahel Ouest et Centre ont montré que les ménages ont été globalement satisfaits de la qualité des semences reçues et de l'appui apporté par la FAO. Les céréales récoltées ont été principalement utilisées pour la consommation immédiate de la famille ou stockées pour une consommation ultérieure. Une partie de la récolte a été vendue (surtout le maïs) et les revenus issus de la



Un bénéficiaire appréciant les promesses de son champ

vente ont été utilisés pour la couverture d'autres besoins alimentaires et les dépenses courantes des ménages ainsi que pour la préparation de la fête de Tabaski et la couverture des frais de santé.

Malgré la récolte plutôt bonne, la couverture des besoins à l'aide des céréales récoltées peut s'étaler seulement entre trois à six mois. Cette quantité des céréales produite est donc en deçà des besoins des ménages. Ce qui obligera les ménages à se tourner très tôt vers le marché

pour acquérir des denrées nécessaires aux besoins de consommation quotidienne, alors que les prix restent élevés malgré la bonne récolte. Dès lors, les revenus issus des récoltes ne permettant pas d'assurer la couverture de tous les besoins des ménages. Il importe donc de poursuivre les appuis aux ménages les plus vulnérables pour leur permettre d'augmenter leurs revenus et leur résilience face aux crises.

Zone	Surface totale emblavée estimée (ha)	Production totale (tonnes)	Production mil (tonnes)	Production sorgho (tonnes)	Production maïs (tonnes)	Production berbéré (tonnes)	Rendements moyens (T/ha)
Sahel Ouest et centre (Lac, Kanem, Bahr el Gazal, Batha, Guéra)	71 085	23 417	15 857	939	1 331	5 290	Mil : 0,3 Sorgho : 0,6 Maïs : 1,1 Berbéré : 0,8
Sahel Est et Centre (Wadi Fira, Ouaddaï, Sila, Guéra, Salamat)	56 511	54 912	25 115	24 400	2 450	2 947	Mil : 1,2 Sorgho : 0,7 Maïs : 1,0 Berbéré : 1,4
Total	127 596	78 329	40 972	25 339	3 781	8 237	-

## Le maraîchage, un outil pour la construction de la résilience et de la sécurité alimentaire

*Dans ses zones d'intervention, la FAO a appuyé divers projets d'urgence agricole successifs depuis 2004/2005, le développement de l'activité maraîchère au profit des ménages les plus pauvres. Cet appui a un double objectif : compléter voire compenser la production céréalière des ménages pour la diversification alimentaire et l'augmentation des revenus, et cibler les femmes qui sont traditionnellement responsables de la commercialisation des légumes, et en grande partie de la production.*



Récolte de laitues dans un ouadis

**A**lors que les récoltes de céréales cultivées en pluviale sont achevées et que les stocks des ménages sont renouvelés, il importe de renforcer les acquis pour leur procurer un revenu d'appoint et une source d'aliments supplémentaires/complémentaires. En effet dans les zones sahéliennes même en « bonne année », la production peine à couvrir les besoins des ménages jusqu'à la prochaine récolte. Les ménages doivent alors s'approvisionner sur les marchés et il faut donc générer des revenus pour avoir accès aux produits sur le marché.

En mettant à la disposition des ménages des semences améliorées et des conseils techniques, la FAO appuie les ménages à développer et/ou à améliorer les activités maraîchères. Les appuis spécifiques dans les domaines de la conservation et la commercialisation des légumes, ciblés par les femmes, apportent la valeur ajoutée et augmentent le rendement économique de l'activité.

Dans sa stratégie d'appui aux ménages vulnérables, la FAO fournit des semences maraîchères améliorées variées. Même si dans

certaines zones des légumes comme la betterave se sont révélés peu connus, les semences distribuées (tomates, gombo, oignon, carottes, chou, laitue, piment, poivron, pastèque, pomme de terre, ail) ont toutes été très bien accueillies dans toutes les régions. Les populations ont généralement apprécié les forts taux de germination, la productivité et les bonnes qualités gustatives des produits ainsi que la vente sur les marchés. Les semences importées sont apparues de meilleure qualité et certaines espèces comme la carotte, le chou et le poivron ne sont pas ou sont très mal reproduites en milieu paysan. En dehors des appuis reçus, les paysans ont beaucoup de mal à trouver où acheter ces semences importées et quand ils les trouvent, les prix au détail dans les zones rurales sont prohibitifs, atteignant parfois de 5 à 10 fois les prix sur le marché international. Par contre malgré les conseils techniques apportés, on a vu trop souvent les paysans gaspiller les semences reçues en utilisant des techniques inadéquates pour les pépinières.

De plus, le maraîchage permet de valoriser la force de travail familiale disponible. A part

le petit élevage, pour la plupart des familles, seule la saison des pluies permet un travail agricole productif (assurant alimentation et/ou revenus). Pour la majorité des familles, les opportunités de travail non agricole sont rares et/ou très mal rémunérées (artisanat de nattes, petit commerce...). Le maraîchage exigeant beaucoup de travail tous les jours (fertilisation, semis, désherbage, irrigation, récoltes, séchage transformation des produits) donne beaucoup d'occasions d'avoir un travail productif correctement rémunéré.

Le développement du séchage et du stockage permet une meilleure conservation des produits et un étalement des ventes. L'un des principaux problèmes de la vente des produits maraîchers est que ces produits sont périssables. Cela rend la commercialisation des légumes et fruits très difficile, surtout pour les producteurs éloignés des gros villages et petites villes où des marchés permettent l'écoulement des produits frais. Heureusement dans le Sahel l'air très chaud et sec et le soleil garanti permettent de bien sécher les produits. De plus les consommateurs sont très habitués et apprécient la tomate, le piment et le gombo séchés et un véritable marché de ces légumes séchés garanti aux producteurs l'écoulement de leur production.

### Un atout pour la sécurité alimentaire

La production maraîchère agit sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire : par l'amélioration de la disponibilité au sein du ménage, avec la production de légumes ; l'amélioration de l'accès par l'augmentation du revenu des ménages grâce à la vente d'une partie des légumes produits sur le marché, qui pourra permettre l'achat de céréales et des denrées non produites (viande, poisson, huile, sucre...), l'amélioration de l'utilisation d'aliments plus diversifiés au sein du ménage ; et l'amélioration de la stabilité, avec la disponibilité de terres plus fertiles et irriguées donc non tributaires des aléas climatiques pour la production agricole dans le cas de la petite irrigation (ouadis Sahel Ouest).

(suite à la page 7)



## Le maraîchage, un outil pour la construction de la résilience et de la sécurité alimentaire

(suite de la page 6)

L'appui au développement du maraîchage est donc un atout pour les ménages bénéficiaires. Il leur permet de renforcer leur sécurité alimentaire et de diversifier leurs activités.

De plus, les légumes et les fruits permettent une nutrition de qualité. Au Tchad les repas à base de céréales sont en général accompagnés de mélanges de gombo tomate oignon ail en petite quantité dans la sauce. Produire des légumes permet de garantir la valeur et la quantité des sauces et de diversifier cet accompagnement des céréales. L'introduction des légumes (carottes betteraves, patates douces) et des fruits (melons, pastèques) dans les menus apportent des micronutriments additionnels très efficaces pour améliorer la nutrition.

### Un pas vers la construction de la résilience

La pratique du maraîchage nécessite une irrigation car elle est pratiquée en contre-saison (entre octobre et mars) dans des parcelles aménagées autour des points d'eau. Elle est moins dépendante des précipitations comme les céréales. De ce fait, avec une bonne gestion de la ressource en eau et des cycles culturels, les maraîchers peuvent faire en plus d'un cycle pluvial deux cycles de maraîchage par an.

L'utilisation des moyens d'exhaure traditionnels est très peu productive et limite les surfaces emblavées à quelques centaines de m<sup>2</sup> réduisant beaucoup les possibilités de productions à caractères commerciales. Quand un système motorisé d'irrigation est installé pour faire du maraîchage, deux productions successives de maraîchage de cycle court sont possibles pendant les 8 mois de sai-



Entretien de planches d'oignons

son sèche et les surfaces peuvent passer du simple à plusieurs milliers de m<sup>2</sup>. De plus, pendant les quatre mois de la saison des pluies des cultures peuvent être sécurisée par un apport d'eau d'appoint. Par exemple un maïs à haut rendement peut boucler et accroître le stock de céréales disponible pour les familles. Cela permet donc aux maraîchers de

produire régulièrement pour la vente et la consommation et donc de générer un revenu « plus assuré » que celui issu des productions pluviales. Avec la transformation et le stockage, ainsi qu'avec un choix judicieux des espèces cultivées et des périodes de commercialisation en fonction du marché, la marge bénéficiaire peut être augmentée.

### Des chiffres encourageants

Une rentabilité intéressante pour les ménages comme le montre cet exemple du projet d'appui aux retournés de Libye et populations hôtes en 2011-2012 : 5513 ménages appuyés (3023 dans le Ouaddaï et Sila, 1929 dans le Kanem et 561 dans le Lac) par la distribution de semences et outils pour la pratique maraîchère

En moyenne, à l'issue d'un cycle de production, les ménages ont pu gagner entre 90 000 FCFA/ménage (Kanem) et 150 000 FCFA/ménage (Est), en plus des légumes disponibles pour l'autoconsommation (entre 20% et 30% de la production consommée)

Le revenu moyen monétaire annuel des ménages très pauvres dans le Kanem est entre 35 000 FCFA et 50 000 FCFA (source : enquêtes économie des ménages Kanem et Nord Kanem/ ACF-FAO)

Le score de diversité alimentaire du ménage, qui mesure l'amélioration de l'accès des ménages à une alimentation diversifiée est passée en moyenne de 5,9 à 6,9 à l'issue du projet.

# «Il est grand temps que le Tchad ait aussi maintenant son système d'alerte précoce »

*L'ambassadeur de l'Union Européenne, Mme Hélène Cavé estime, après l'approbation du document du projet de Système d'Information durable pour la sécurité alimentaire et d'alerte précoce (SISAAP), qu'un grand pas vient d'être fait dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.*

**Quelles sont les attentes de l'Union Européenne vis-à-vis de la mise en œuvre d'une nouvelle structure durable d'information sur la sécurité alimentaire et d'alerte précoce ?**

**Mme Hélène Cavé :** L'intérêt majeur du Projet SISAAP est qu'il fonde son action sur les leçons apprises de tous les projets antérieurs depuis les années 1970 et que sa conception a donc pris le temps d'explorer et d'analyser les différentes options possibles.

Contrairement aux appuis précédents, un accent sera mis sur le renforcement des capacités opérationnelles des dispositifs locaux. Pourquoi? Pour pouvoir faire remonter des informations fiables de façon cohérente et harmonisée au niveau central, mais aussi pour impliquer au maximum les structures au niveau déconcentré, assurer leur appropriation du projet et enfin susciter la prise de décision au niveau local.

Pour assurer le fonctionnement durable de tout système d'informations au Tchad, il est nécessaire que les besoins en informations des partenaires techniques et financiers du Tchad et ceux des décideurs nationaux soient mis en cohérence, dans la mesure où c'est en se fondant sur l'analyse de ces informations que les décisions d'intervention sont prises. Ainsi, un travail important de définition des indicateurs par type d'intervention et une méthodologie de collecte harmonisée seront effectués au démarrage du projet et discutés avec toutes les parties prenantes. En outre, les expériences passées ont souligné l'importance de porter une attention particulière au renforcement de la collecte des informations aux niveaux décentralisés ; ce sera donc un axe majeur de ce projet. Enfin, un appui financier des partenaires ne saurait assurer la durabilité du système sans une contribution technique, logistique et financière concrète de l'Etat, qui est, rappelons-le, demandeur, pourvoyeur et utilisateur de ces données.

Ainsi, pour résumer, notre attente est de voir les structures tchadiennes s'approprier intégralement le dispositif d'information, à tous les niveaux, en assurant le suivi des structures en place, la durabilité financière et la diffusion des bulletins d'information fiables en terme d'alerte précoce. Surtout, il s'agit pour le gouvernement tchadien et les

partenaires d'être en mesure de prendre des décisions à temps pour faire face aux crises et définir une stratégie claire pour la lutte contre l'insécurité alimentaire. D'autres pays sahéliens comme le Niger l'ont fait, il est grand temps que le Tchad ait aussi maintenant son système d'alerte précoce pour que l'insécurité alimentaire appartienne au passé.

**Est-ce que l'Union Euro-**

**péenne, à travers ses différents outils de financement, est prête à accompagner les projets de réponse aux crises et de construction de la résilience qui pourront être plus précocement définis grâce à la mise en œuvre du SISAAP ?**

Il faut savoir que le SISAAP est financé dans le cadre plus large du Programme Thématique Sécurité Alimentaire (PTSA) dont le budget global pour le Tchad est de 24 millions d'euros, donc environ 15, 7 Milliards FCFA.

Grâce à ce financement PTSA, l'UE au Tchad prépare actuellement une dizaine de projets avec des ONG pour renforcer la résilience des populations dans le domaine de la sécurité alimentaire. Ces projets démarreront avant le 2e semestre 2013 dans les régions clés en terme de nutrition et d'insécurité alimentaire que sont le Dar Sila ainsi que les régions de la bande sahélienne du Tchad, en particulier le Kanem, le Bahr el Ghazal, le Batha, le Hadjer Lamis, le Lac, ainsi que le Guéra, et le Ouaddaï. Tous ces appuis, qui eux aussi, s'appuient sur les leçons apprises des projets antérieurs, notamment ceux d'ECHO, notre Direction Générale en charge de l'aide humanitaire, permettront d'atténuer la vulnérabilité des populations dans les zones à risque. Ces projets incluent d'ailleurs aussi



une composante "appui à la mise en place d'un système d'alerte précoce" au niveau local qui sera en parfaite complémentarité avec le SISAAP.

Le système d'information permettra donc de suivre plus finement les impacts des actions financées, l'évolution progressive de la situation alimentaire et de détecter à temps les zones/situations les plus à risque pour l'insécurité alimentaire.

**Au-delà de ce projet SISAAP, l'Union Européenne est un bailleur important de la sécurité alimentaire et du secteur rural. Pouvez-vous nous exposer la stratégie de l'Union Européenne en matière de sécurité alimentaire et de développement rural ?**

Actuellement, nous sommes dans la phase de programmation du 11ème FED pour la période 2014-2020. La réflexion avec les Etats membres sur place, la France et l'Allemagne, ainsi qu'avec les partenaires tchadiens est étroite et continue. Il est plus que probable que le développement rural, la nutrition/sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles seront au cœur de notre document de stratégie pays. Dans les années à venir, ces secteurs bénéficieront d'appuis conséquents de l'Union européenne.



## 100 millions d'euros sont dédiés dans le 10<sup>ème</sup> Fed au secteur rural

### Quels sont les appuis de l'Union Européenne actuellement en cours dans ces secteurs ?

Actuellement, dans le cadre de la mise en œuvre du 10<sup>ème</sup> FED et des programmes thématiques financés sur le budget de l'Union européenne, le montant global dédié à ce secteur est de l'ordre de plus ou moins 100 Millions d'euros, soit environ 66 Millions FCFA. Il s'agit de projets souvent pilotes, qui s'alignent avec les priorités nationales, en complémentarité avec les autres bailleurs, permettant de renforcer l'appui aux chaînes de valeur et d'optimiser les ressources et la gouvernance du monde rural. De ces projets financés sur le 10<sup>ème</sup> FED, on peut citer notamment les deux programmes d'Appui au Développement Local et à la Gestion des Ressources Naturelles (PADL-GRN et PADL II) qui sont dotés d'une enveloppe budgétaire respective de 32 Millions d'euros et de 16 Millions d'euros. Ils appuient la planification participative et la gestion concertée des terroirs à travers l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement local (PDL) ainsi que la réalisation des actions sociales, économiques et de gestion intégrée et durable des ressources naturelles ; l'appui à la création d'un système d'information pour le développement rural et l'aménagement du territoire (SIDRAT) dont le budget global est de 4 Millions d'euros et dont les activités se poursuivront jusqu'en août 2013 ; l'appui à la filière gomme arabique (PAFGA) dont le budget total est d'environ de 4 Millions d'euros et dont les activités se sont achevées fin février. Ce projet a notamment permis la création d'infrastructures adaptées ainsi que la structuration des Organisations de Producteurs. Rappelons que le Tchad, dont la qualité de la gomme n'est plus à prouver, est le 2<sup>e</sup> exportateur au monde et gagne chaque année des parts de marchés ; l'appui à la filière bovine (PAFIB) au budget d'environ 6 Millions d'euros. Les activités de ce projet se sont aussi achevées récemment. Innovant, il a apporté un appui à la structuration de tous les acteurs de la filière de l'élevage pastoral et a aussi permis la création d'infrastructures modernes et adaptées. Enfin il y a Action Bétail (3 Millions d'euros) qui permet le lancement du recensement général de l'élevage en collaboration avec la FAO ainsi que la mise en œuvre de projets de soutien à l'élevage dans le Grand Kanem et le Bahr-el Gazal avec Action contre la Faim. Nul besoin de rappeler l'importance de l'élevage et du pastoralisme pour l'économie du



©FAO/Tchad

Tchad; ce secteur détient un potentiel de croissance fondamental pour le pays.

En outre, sur le budget de l'Union européenne sont financées plusieurs actions spécifiquement dédiées à la sécurité alimentaire, notamment le Programme d'appui à l'Amélioration du Système d'Information local sur la Sécurité Alimentaire au Tchad (PASISAT) mis en œuvre par la Croix-Rouge française et Intermon (environ 2,2 Millions d'euros) qui viendra inspirer et alimenter le SISAAP. On peut faire également référence au Programme régional de recherche appliquée sur le manioc, piloté par le PRASAC (environ 3 Millions d'euros), le projet de promotion de l'intégration socio-économique des réfugiés centrafricains dans les communautés hôtes au Sud du Tchad mis en œuvre par le HCR et l'ONG Concern (total d'environ 4,3 Millions d'euros) ainsi qu'au PTSA 2012 déjà mentionné plus haut.

### Plus largement, quelle est la vision de l'Union Européenne pour le monde rural ?

Si je pouvais résumer en quelques mots la vision de l'UE pour le monde rural au Tchad pour les années à venir, nos objectifs sont : (i) garantir un accès permanent et durable à une alimentation suffisante et de qualité, améliorer la santé nutritionnelle et améliorer l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires ; (ii) développer les activités génératrices de revenus, et promouvoir la croissance du monde rural, par le développement de filières d'exportation (sous régionale et internationale) (iii) assurer une gestion durable des aires protégées, des

aires de pâturage naturel, des ressources forestières et conservation durable des zones humides (lac Tchad, lac Ounianga, Fitri, Léré, etc.).

### Le Gouvernement du Tchad et l'UE ont choisi la FAO pour appuyer la mise en œuvre de ce projet. Pourriez-vous dire quelques mots sur cette collaboration ?

Le Ministère de l'Agriculture a fait appel à la compétence reconnue de la FAO dont le mandat international est notamment d'œuvrer au "renforcement des capacités nationales de production et d'analyse de statistiques agricoles et d'appuyer la création de systèmes d'alerte précoce en cas de crise alimentaire". Le Ministère a donc saisi officiellement la FAO en septembre 2012 pour que son appui se poursuive avec la mise en œuvre d'un programme à fort impact, plus structuré et durable. Nulle autre entité locale ou internationale ne démontrait de capacité /expérience/ technicité suffisantes pour mener à bien ce projet. Finalement, l'UE n'a fait que concrétiser cette collaboration par une convention de contribution d'un montant de 4.5 Millions d'euros qui, à elle seule, ne saurait couvrir tous les besoins. Ainsi, grâce au travail de négociation de la FAO, cette mobilisation de fonds a été accompagnée par un engagement ferme du Gouvernement d'une mise à disposition, pendant les 4 prochaines années et au-delà, de fonds (150 Millions FCFA dès 2013) destinés au financement d'actions complémentaires au projet et à sa pérennisation.



CEBEVIRHA

# Une réglementation régionale sur la sécurité sanitaire des animaux en Afrique centrale

**Un atelier sur la formulation d'une réglementation sous régionale sur la sécurité sanitaire des animaux a eu lieu du 6 au 7 février à N'Djaména**

L'atelier de lancement du projet TCP/SFC/3401 : « Formulation d'une réglementation régionale sur la sécurité sanitaire des animaux en Afrique centrale », directement financé par la FAO, a été organisé à Ndjamena conjointement avec la CEBEVIRHA et le parrainage du Ministère du développement pastoral et des productions animales.

Dans le cadre du Programme Economique Régional (PER) 2010-2015 et de la Vision CEMAC 2025, une volonté d'intégration régionale et de développement d'un marché régional est réaffirmée et entérinée par les instances sous régionales. Il est donc urgent que la CEMAC se dote d'une réglementation régionale pouvant promouvoir la sécurisation des ressources animales, la fluidité de leurs échanges. C'est dans ce contexte que la CEBEVIRHA a sollicité et obtenu de la FAO le financement du projet de coopération technique PCT/SFC/3401 : Formulation d'une réglementation régionale sur la sécurité sanitaire des animaux en Afrique centrale. Ce projet d'une durée de 16 mois a débuté ses activités avec un atelier de lancement organisé du 6 au 7 février 2013, au Siège de la CEBEVIRHA à Ndjaména au Tchad.

En ouvrant les travaux de l'atelier M. Amir Adoudou Artine, ministre tchadien du développement pastoral et des productions animales a rappelé les contraintes du secteur, notamment, la faiblesse des échanges interrégionaux des produits animaux qui persiste du fait des multiples obstacles tarifaires et non tarifaires qui entravent la circulation des pro-

duits animaux vers un marché dépassant les 44 millions de consommateurs.

Au bout de deux jours de travaux, les experts ont conclu que l'objectif du projet n'est pas d'harmoniser les réglementations nationales, mais d'élaborer une réglementation régionale supra nationale servant de cadre réglementaire.

Les participants ont admis que cet atelier est une opportunité pour élargir les activités du projet à la sécu-

rité sanitaire des aliments d'origine animale (dont la viande). En effet, les textes élaborés par la CEMAC, dans leurs versions finales ne touchent qu'à la sécurité sanitaire des aliments pour bétail. Par ailleurs, il a été admis que le travail déjà effectué sur les abattoirs en Afrique Centrale constituait déjà une excellente référence dans le domaine de la viande.

**PAM**

## Formation sur la Gestion et la Réduction des Risques de Catastrophes

*La réduction des risques de catastrophe était au centre d'un atelier organisé par le PAM et la FAO à N'Djaména les 19 et 20 février 2013 au CEFOD*

La réduction des risques de catastrophe vise à protéger les moyens d'existence des chocs et à renforcer leur capacité à absorber l'impact et récupérer après des événements perturbateurs. La réduction du risque de catastrophe est un ingrédient nécessaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour atteindre l'OMD 1. Mme Marie-Thérèse Ndiaye et M. Daouda Yahaya, des bureaux régionaux du PAM et le bureau régional en charge des urgences de la FAO à Dakar, ont animé cette formation de deux jours qui a permis de décrire les différents concepts et définitions de la réduction des risques de catastrophes/gestion des risques de catastrophe (RRC/GRC) et d'informer les participants sur les différents cadres d'action internationaux. Les cinq sessions de la formation ont permis d'aborder successivement les concepts et principes de base RRC/GRC, le lien de la RRC/GRC avec le changement climatique, le relèvement précoce et la résilience, le Cadre d'Action de Hyogo

(CAH) et les mécanismes d'intégration de la RRC/GRC dans les politiques nationales et les projets, le mandat, la politique et les outils de la FAO et du PAM en RRC/GRC et l'importance du partenariat pour le renforcement de la résilience des communautés et des gouvernements face aux chocs climatiques.

Cette formation entre dans le cadre plus large de la feuille de route conjointe du PAM et de la FAO pour la RRC/GRC qui est en œuvre au Tchad depuis fin 2010. Cette feuille de route a permis aux deux agences de définir des points de collaboration concrets dans le cadre de la RRC/GRC et de suivre leur mise en œuvre. Par exemple, le projet conjoint FAO/PAM de clôture de 59 ouadis du Kanem par des haies vives grâce à une opération de Vivres contre Travail de février à juillet 2012 (financement République d'Irlande/ECHO) a participé à la mise en œuvre de cette feuille de route.

Suite à l'atelier, une réunion spécifique entre le PAM et la FAO a permis de mettre à jour la feuille de route afin de poursuivre la collaboration sur ces questions de RRC/GRC.





### Lancement effectif à la FAO-Tchad du Nouveau Système Global de Gestion des Ressources

*A l'instar de plusieurs autres Représentations de la FAO de la sous Région Afrique (RAF), la FAO Tchad a effectivement démarré le « Go-live » du GRMS (« Global Ressources Management System » en Anglais) le 4 février 2013*

**L**e système GRMS permettra au personnel de la Représentation à l'échelle globale d'accéder à un système intégré et perfectionné de gestion des ressources qui rationalisera leurs processus de travail et constituera le fondement des intégrations et améliorations futures. En clair, il y aura une réduction significative des processus de traitement des dossiers. Le staff aura accès en temps réel aux différentes options du système en même temps que les autres collègues de la FAO du monde entier. Il est possible d'effectuer en ligne et en temps réels, les opérations administratives habituelles (gestion administrative courante, voyages, ressources humaines, comptabilités, etc.) ainsi que les activités liées au Programme (mise en place des



**Global  
RMS  
Programme**  
FAO's new resource  
management system

projets, gestion et suivi des activités liées aux projets et programmes). Par ce système, l'équipe de management dispose d'un outil de gestion, de suivi global et d'approbation des activités.

Par ailleurs, il faut préciser que le lancement de ce système a été pré-

cédé d'une période de trois semaines durant laquelle, deux collègues du Siège de la FAO, spécialistes du GRMS ont formé, selon leurs domaines d'activités, toutes les personnes clés impliquées dans l'utilisation du système.

### Bienvenue à Marc Abdala

Marc Abdala, Senior Emergency Coordinator a rejoint l'équipe du bureau de la FAO en tant que Deputy FAOR a.i.

Avant le Tchad, Marc a servi comme coordonnateur des urgences en République Centrafricaine. Depuis juin 2001, Marc Abdala effectue des missions internationales de la FAO plus particulièrement dans son programme des interventions d'Urgence et de la Réhabilitation (TCEO). Il a ainsi été coordonnateur du programme des Urgences et de la Réhabilitation successivement en Guinée Conakry (juin 2001- Décembre 2002), en Côte d'Ivoire (Février 2002 - novembre 2004), au Soudan (novembre 2004 – juin 2011), en République Centrafricaine (juin 2011 – février 2013) et maintenant au Tchad depuis le 9 mars 2013. Dans ces différentes affectations, il a travaillé en collaboration avec l'ensemble du programme de la FAO et par moment il a eu à assurer le rôle de FAOR par intérim à l'absence du Représentant de la FAO.

Avant la FAO, Marc Abdala a eu une longue expérience dans le secteur de l'Agro-industrie dans son pays, la République Démocratique du Congo.



## Visites de terrain

**Du 20 Janvier au 09 Février 2013**, M **Peter BREGY**, Fonctionnaire Chargé de Programme au Siège de la FAO et M **Agbenro Anu Oluwapo**, Fonctionnaire Chargé des Finances au Siège de la FAO ont effectué une mission d'appui pour le renforcement des capacités d'intervention de la FAO/TCHAD.

**Du 12 Février- 23 Mars 2013**, M **Alapini Calixte Oyéniran**, Consultant International en planification de programmes et d'investissement a effectué une mission d'appui au Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation pour l'élaboration du plan d'action quinquennal pour le développement rural.

**Du 17 au 24 Février 2013**, M **Paul N'goma Kimbatsa**, Fonctionnaire Statisticien à la Division Statistique au Siège de la FAO à Rome en Italie et M **Eloi Ouedraogo**, Statisticien au Bureau Régional de la FAO à Accra au Ghana ont effec-

tué une mission d'appui technique au projet GCP/CHD/036/EC "Services d'Assistance technique de la FAO pour l'appui à la réalisation du Recensement Général de l'Élevage (RGE)" et revue/actualisation du document du projet du Recensement Général de l'Agriculture (RGA).

**Du 05 au 09 Février 2013**, Mme **Massango Cipriano Florencia Alberto**, Consultante, M **Patrice Talla**, Juriste au Siège de la FAO, M **Ettriqui Abdelfattah**, Consultant International et M **Jean Kamanzi** ont effectué une mission dans le cadre de l'atelier de lancement du Projet sur la formulation d'une réglementation sanitaire des animaux en Afrique Centrale.

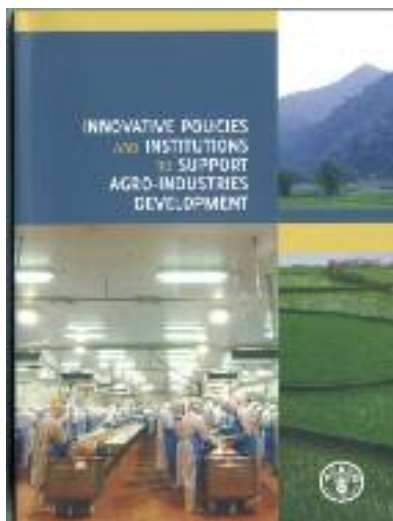
**Du 10 au 16 Février 2013**, Mme **Odile Angoran**, Fonctionnaire au Bureau Sous Régional de la FAO à Libreville, M **Marc Fantinet**, Fonctionnaire au centre des investissements de la FAO et M **Jean Njoya**,

Consultant International ont effectué une mission conjointe CEEAC/FAO d'appui au processus du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

**Du 10 Février au 02 Mars 2013**, Mr **Ahmed Shalaby** a effectué une mission d'audit de la représentation de la FAO au Tchad.

**Du 03 au 06 Mars 2013**, Mme **Poulain Florence**, Fonctionnaire Chargée de Liaison à la Division des Pêches au Siège de la FAO à Rome et M **Gertjan de Graaf**, Fonctionnaire principal du projet FishCode STF (Service d'Information et de Statistique de pêches) au Siège de la FAO à Rome ont effectué une mission dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche écosystémique de la pêche continentale et des changements climatiques et de la gestion des risques catastrophes dans le Bassin du Lac Tchad

## Les nouvelles publications de la FAO



**Responsable de Publication**  
Germain Dasyva

**Rédaction**  
Batédjim Noudjalbaye  
Toyoun Nguenaye  
Mahamat Sorto  
Djimramadji Alrari  
François Mbaïdedji  
Florence Le Coz  
Marianne Tinlot  
& les coordonnateurs de projets

**Contacts**  
Représentation FAO au Tchad  
Rue 2058, Avenue Félix Eboué  
BP : 101 - N'Djaména Tchad  
Tél. : 00235/ 22 52 36 17  
Fax : 00235/ 22 51 88 50  
Courriel: [FAO-TD@fao.org](mailto:FAO-TD@fao.org)